

Rapport de gestion /

Le 5 novembre 2013

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats opérationnels et à la situation financière de Yellow Média Limitée et de ses filiales pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 ainsi qu'à nos états financiers résumés intermédiaires non audités et aux notes annexes pour la période close le 30 septembre 2013. Les rapports trimestriels, le rapport annuel et les informations supplémentaires figurent à la section « Rapports financiers » du site Web de la Société, à l'adresse www.ypg.com. Pour obtenir de plus amples renseignements, notamment notre notice annuelle, veuillez visiter le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Yellow Média » et « GPJ » désignent Yellow Média Limitée et ses filiales (notamment Financement YPG inc. [auparavant Yellow Média inc.], Groupe Pages Jaunes Corp., Mur à Mur Média inc. (Mur à Mur), YPG (USA) Holdings, Inc. et Yellow Pages Group, LLC, [ces deux derniers étant collectivement appelés YPG (États-Unis)]).

Information prospective

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et dont nous classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement. Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats opérationnels et des activités de GPJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles au sujet de nos activités, sur les marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons supposé que nous réussirons à poursuivre la mise en œuvre de notre plan d'affaires, que nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés, que nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir de nouveaux produits et services, que nos produits et services seront en forte demande dans les secteurs dans lesquels nous les vendons, soit les secteurs des annuaires, des médias numériques et de la publicité, que la baisse des produits tirés des médias imprimés ne s'accroîtra pas au-delà de ce qui est actuellement prévu, que la croissance des produits numériques ne sera pas plus lente que ce qui est actuellement prévu, que nous serons en mesure d'acquiescer de nouveaux annonceurs au rythme prévu et que la conjoncture économique ne se détériorera pas au-delà des niveaux prévus.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables, éventuellement employés au futur ou au conditionnel. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement opérationnel à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties des résultats ou du rendement futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer considérablement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives, y compris les facteurs mentionnés aux sections de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 intitulées « Une forte concurrence pourrait réduire la part du marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « L'incapacité de la Société d'améliorer et d'augmenter ses produits numériques et nouveaux médias pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunts ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « L'importance de la dette de la Société pourrait nuire à ses efforts en vue de refinancer ou de réduire sa dette et avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre elles pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « L'incapacité de la Société de protéger correctement et de maintenir ses marques de produits et ses marques de commerce et la contrefaçon de ces dernières par des tiers pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des portails Internet, des moteurs de recherche et des sites Web individuels pourrait avoir une incidence défavorable importante sur

la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « La Société pourrait devoir comptabiliser des charges pour dépréciation supplémentaires » de la rubrique « Risques et incertitudes ». D'autres risques et incertitudes dont la direction n'a pas actuellement connaissance ou qu'elle ne juge pas importants pour l'instant pourraient également avoir un effet défavorable important sur les activités, la situation financière ou la performance financière de la Société. Bien que les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion soient fondées sur des hypothèses que la direction de la Société estime raisonnables, la Société ne peut garantir aux investisseurs que les résultats réels seront conformes aux déclarations prospectives et avise les lecteurs qu'il ne faut pas s'y fier indûment. Ces déclarations prospectives sont présentées à la date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières.

Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles, frais connexes à l'acquisition et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA)

Nous faisons état de notre BAIIA (bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles, frais connexes à l'acquisition et frais de restructuration et charges spéciales). Le BAIIA n'est pas une mesure du rendement définie par les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et il n'est pas considéré comme un substitut du bénéfice opérationnel (de la perte opérationnelle) ou du bénéfice net (de la perte nette) pour mesurer le rendement de GPJ. La définition du BAIIA n'est pas normalisée; il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ne devrait pas être utilisé comme mesure exclusive des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt, des paiements d'intérêts, des dépenses d'investissement, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, qui sont présentées à la page 16 de ce rapport de gestion.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non définie par les IFRS largement utilisée à titre d'indicateur de la performance financière. Ils ne doivent pas être considérés comme substitut des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Les flux de trésorerie disponibles s'entendent des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, tels qu'ils sont présentés en vertu des IFRS, déduction faite d'un ajustement pour tenir compte des dépenses d'investissement.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités, mission, stratégie et capacité à produire des résultats
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Flux de trésorerie disponibles
5. Hypothèses critiques
6. Risques et incertitudes
7. Contrôles et procédures

1. Activités, mission, stratégie et capacité à produire des résultats /

Yellow Média est un chef de file en matière de médias et de solutions marketing qui offre ses services aux petites et aux moyennes entreprises (PME) partout au Canada. La Société offre aux entreprises des services personnalisés de consultation en marketing et donne accès à des produits de marketing, notamment à des solutions de moteur de recherche, à des sites Web ainsi qu'à des solutions Pages Jaunes en matière de médias imprimés, en ligne et mobiles. Les coordonnées d'entreprise locale de nos annonceurs sont publiées, commercialisées et distribuées au moyen de propriétés détenues ou exploitées et au moyen d'autres réseaux de recherche locale. Grâce à Mediative, une division de Groupe Pages Jaunes dédiée aux services de marketing numérique et de médias de performance pour les agences et annonceurs nationaux, Yellow Média est aussi un chef de file au pays dans le domaine de la publicité numérique. Pour consulter l'information sur nos activités, notre mission, notre stratégie et notre capacité à produire des résultats, se reporter aux sections correspondantes du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

2. Résultats /

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le troisième trimestre de 2013 par rapport à la période correspondante de 2012. Il convient de noter qu'afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre rendement, nous avons recours à plusieurs mesures, dont certaines ne sont pas reconnues par les IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 2 du présent rapport de gestion et constituent des éléments importants dont il faut tenir compte lors de l'analyse de notre rendement.

Rendement global

- Les produits ont diminué de 30,4 M\$, ou 11,3 %, par rapport au troisième trimestre de 2012, pour s'établir à 237,4 M\$.
- Le bénéfice opérationnel avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA) a diminué de 35,7 M\$, ou 25,9 %, par rapport au troisième trimestre de 2012, pour s'établir à 102,1 M\$.

Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Trimestres clos les 30 septembre	
	2013	2012
Produits	237 350 \$	267 711 \$
Bénéfice opérationnel avant amortissements et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA)	102 147 \$	137 890 \$
Bénéfice net	41 775 \$	22 236 \$
Bénéfice de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires ¹	1,51 \$	0,59 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	79 191 \$	49 640 \$
Flux de trésorerie disponibles ²	64 260 \$	39 905 \$

¹ Dans le cadre de la clôture de l'opération de restructuration du capital le 20 décembre 2012, les actions ordinaires de Financement YPG inc. ont été échangées contre de nouvelles actions ordinaires de Yellow Média Limitée aux termes du plan d'arrangement qui prévoyait la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital. Par conséquent, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période précédente a été ajusté pour tenir compte de la restructuration du capital.

² Se reporter à la section 4 pour un rapprochement des flux de trésorerie disponibles.

Produits

(en millions de dollars)



BAIIA

(en millions de dollars)

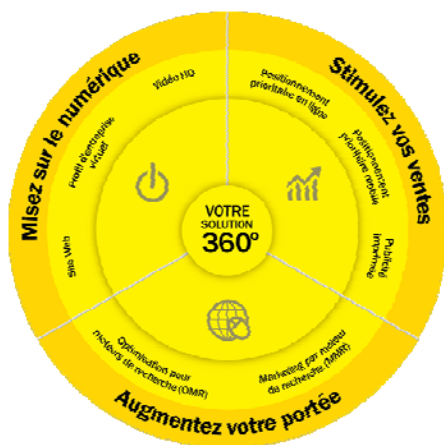


Rendement par rapport à la stratégie de l'entreprise

La bonne valeur – mettre à la disposition de nos annonceurs des conseillers avisés qui leur fourniront des programmes de marketing offrant une valeur supérieure

La Solution 360° Pages Jaunes est une solution marketing et de médias numériques et traditionnels complète. Puisqu'il est de plus en plus complexe pour les petits et moyens annonceurs d'obtenir une publicité numérique efficace, les annonceurs canadiens recherchent maintenant un conseiller multimédias unique pour répondre directement à leurs principaux besoins en matière de marketing. La Solution 360° Pages Jaunes s'adresse précisément aux annonceurs locaux et leur offre des outils et services professionnels qui attireront des consommateurs locaux et qui leur permettront de gérer et d'élargir leurs activités.

La Solution 360° Pages Jaunes est directement alignée sur les principaux besoins des petits et moyens annonceurs. Cette proposition de valeur unique permet aux annonceurs de stimuler leurs ventes, de miser sur le numérique et d'augmenter leur portée en ligne grâce à une visibilité dans les médias imprimés, en ligne et mobiles détenus et exploités par GPJ, au développement de sites Web, à l'optimisation pour moteurs de recherche (OMR) et au marketing par moteur de recherche (MMR) :



- Stimuler les ventes : les annonceurs peuvent générer des occasions d'affaires qualifiées en rendant visible les renseignements sur leur entreprise grâce à un positionnement prioritaire en ligne, à un positionnement prioritaire mobile et à une publicité imprimée dans tout le réseau de médias de GPJ;
- Miser sur le numérique : les annonceurs peuvent assurer une présence numérique complète grâce à des sites Web, à des profils d'entreprises virtuels dans le réseau de médias numériques de GPJ et ceux de ses partenaires, ainsi que sur vidéo;
- Augmenter leur portée en ligne : les annonceurs peuvent accentuer leur visibilité et être trouvés par des consommateurs de qualité sur les moteurs de recherche populaires grâce aux produits d'OMR et de MMR.

Au 30 septembre 2013, la pénétration de la Solution 360° Pages Jaunes, que nous définissons comme l'achat d'au moins trois catégories de produits, a augmenté pour s'établir à 24 % au sein de notre clientèle d'annonceurs, comparativement à 13,9 % à la fin de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le positionnement prioritaire en ligne présente le plus haut taux de pénétration parmi les produits et services numériques de la Société et permet aux annonceurs de prendre les meilleures positions publicitaires dans leur marché local dans tout le réseau de sites de partenaires et de médias en ligne de GPJ. Le taux de pénétration du positionnement prioritaire en ligne a augmenté pour s'établir à 43,5 % au 30 septembre 2013, comparativement à 31,6 % à la fin de la période correspondante de 2012. Au troisième trimestre de 2013, le réseau de sites de GPJ a atteint 8,4 millions de visiteurs uniques non dupliqués, soit 30 % de la population en ligne au Canada.

Les services numériques et le placement prioritaire mobile demeurent les composantes de la Solution 360° Pages Jaunes qui connaissent la croissance la plus rapide. Le placement prioritaire mobile permet aux annonceurs d'obtenir les meilleures positions sur les applications de recherche mobile de GPJ, qui comprennent PagesJaunes.ca, ShopWise et RedFlagDeals.com. Le taux de pénétration du positionnement prioritaire mobile chez les annonceurs a augmenté pour s'établir à 12,2 % au 30 septembre 2013, comparativement à 6,8 % à la fin de la période correspondante de 2012. Le taux de pénétration des services numériques chez les annonceurs, qui incluent le développement de sites Web, le MMR et l'OMR, a également augmenté, passant de 5,9 % au 30 septembre 2012 à 8,3 % au 30 septembre 2013.

L'augmentation du taux de pénétration des produits de placement prioritaire mobile et en ligne et des services numériques chez les annonceurs est toujours attribuable à la mise en œuvre réussie de la stratégie de vente Solution 360° Pages Jaunes, à la migration des annonceurs des médias traditionnels aux produits et services numériques ainsi qu'au lancement de nouveaux produits mobiles et numériques de première qualité en 2012.

Taux de pénétration chez les annonceurs¹

	Aux 30 septembre	
	2013	2012
Médias imprimés	92,5 %	94,5 %
Médias numériques détenus et exploités^{2,3}	60,6 %	60,9 %
Placement en ligne	43,5 %	31,6 %
Placement mobile	12,2 %	6,8 %
Services numériques⁴	8,3 %	5,9 %

¹ Exclut Mediactive et Mur à Mur.

² Pourcentage des annonceurs de GPJ qui achètent au moins un produit de placement en ligne, de placement mobile, traditionnel, lié au contenu et/ou lié à la vidéo.

³ La diminution du taux de pénétration chez les annonceurs dans les médias numériques détenus et exploités reflète la perte d'annonceurs qui achètent des produits numériques, puisque nous faisons migrer ces annonceurs des produits traditionnels Annuaire unique à d'autres produits numériques.

⁴ Pourcentage des annonceurs de GPJ qui achètent au moins un produit de gestion de sites Web, d'OMR et/ou de MMR.

Au cours des douze derniers mois, GPJ a attiré environ 11 900 nouveaux annonceurs, comparativement à environ 18 300 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Étant donné que la diminution de l'acquisition d'annonceurs continue d'avoir une incidence défavorable sur l'ensemble des produits, la Société a établi une stratégie d'acquisition ciblée au cours du deuxième trimestre de 2013. Cette stratégie d'acquisition est centrée sur l'accroissement du nombre d'annonceurs potentiels et de conversions grâce à la mise en œuvre d'initiatives visant à stimuler la demande, ainsi qu'à la création de centres d'appels entrants et sortants et d'un réseau national dédié de vente directe composé de conseillers médias spécialisés.

Dans le cadre de sa stratégie d'acquisition d'annonceurs, la Société a également lancé deux nouveaux forfaits d'entrée de gamme conçus pour aider les nouveaux annonceurs potentiels à acquérir facilement une présence dans les médias. Ces forfaits incluent le forfait Croissance affaires et les forfaits Accélérateurs, deux solutions entièrement intégrées de médias qui donnent accès à des profils d'entreprises virtuels et au placement prioritaire dans tout le réseau de médias numériques de GPJ. À court terme, la Société demeurera concentrée sur la création d'occasions additionnelles, l'accroissement des conversions et l'augmentation de l'efficacité de ses groupes de vente par l'intermédiaire d'améliorations apportées à son site Web interentreprises Solution 360° Pages Jaunes, de l'amélioration des processus d'affaires, d'outils de vente simplifiés et de nouvelles initiatives en matière de marketing.

Les bons produits – offrir à nos annonceurs la gamme optimale de produits de marketing numérique en constante évolution

Afin de soutenir les efforts de rétention, d'accroître la loyauté et d'optimiser la croissance des produits chez certains de ses plus gros clients, la Société a établi le programme PrioritéPlus. Le programme permet aux annonceurs dont les dépenses sont élevées d'obtenir un traitement et un service prioritaires, des rencontres régulières avec des conseillers médias et une attention, une analyse et des conseils accrus en vue d'assurer la mise en œuvre efficace de leur stratégie de marketing. Parallèlement à PrioritéPlus, la Société offre également des produits numériques de première qualité personnalisables, ainsi qu'un accès à des professionnels dévoués et à des services créatifs spécialisés d'optimisation pour moteurs de recherche, de marketing par moteur de recherche et de développement de sites Web.

La bonne exécution et la bonne expérience client – assurer une exécution sans faille des campagnes de marketing de nos annonceurs et offrir une expérience client globale supérieure

La Société continue de développer des outils et des technologies afin d'offrir aux annonceurs une meilleure exécution de leurs campagnes de marketing, un meilleur service à la clientèle et un rendement du capital investi plus élevé. Les annonceurs ont été réceptifs aux initiatives récentes, qui ont amélioré les processus d'exécution des commandes, l'exactitude de la publication et l'ensemble du service à la clientèle, ce qui a donné lieu à une réduction des réclamations des clients. La Société a également poursuivi la mise en œuvre de l'outil de gestion des marchands en ligne, qui a été déployé au deuxième trimestre de 2013. L'outil de gestion des marchands en ligne permet la présentation de données exactes, riches et fiables aux annonceurs, aux utilisateurs et aux partenaires en rendant le contenu sur chaque entreprise canadienne disponible grâce à un identifiant du marchand unique et stable.

Le bon bassin de consommateurs – permettre à nos annonceurs de cibler et de rejoindre des consommateurs locaux pertinents

Le fait d'attirer un bassin de consommateurs de qualité vers nos médias en ligne et mobiles est essentiel à l'obtention d'un rendement du capital investi pour nos annonceurs dans le cadre de leurs campagnes de marketing numérique. Nos médias en ligne, qui comprennent PagesJaunes.ca, Canada411.ca, RedFlagDeals.com et Canpages.ca, ont atteint 8,4 millions de visiteurs uniques non dupliqués au cours du troisième trimestre de 2013, soit 30 % de la population en ligne au Canada.

Au 30 septembre 2013, nos applications de recherche mobile avaient été téléchargées 6,2 millions de fois, comparativement à 4,7 millions de fois à la période correspondante de l'exercice précédent. GPJ reste déterminé à améliorer le processus de recherche mobile pour les utilisateurs en leur fournissant des renseignements locaux de qualité qui répondent à leurs besoins de recherche quotidiens. Au cours du trimestre, la Société a lancé une fonction de comparaison des prix de l'essence en temps réel dans une version mise à jour de son application mobile phare Pages Jaunes. Cette fonction est offerte dans toutes les régions et couvre toutes les stations-service du Canada, et elle fournit une comparaison en temps réel des prix de l'essence des différentes stations-service, des renseignements sur les stations-service, des itinéraires et des cartes, ainsi que les prix détaillés pour les diverses catégories d'essence.

En août 2013, GPJ a prolongé la collaboration existante avec CBC.ca afin d'offrir à ses utilisateurs des inscriptions d'affaires et des renseignements sur les entreprises locales. Grâce à l'utilisation de YellowAPI, CBC a créé un widget géolocalisé pour chacune de ses pages associées à une ville, qui permet aux utilisateurs d'avoir instantanément accès aux catégories de services à proximité faisant fréquemment l'objet de recherches. YellowAPI contient plus de 1,5 million d'inscriptions d'affaires canadiennes et 2 900 développeurs d'applications y sont affectés pour rendre ce contenu visible sur diverses applications mobiles. YellowAPI alimente également la recherche locale au Canada grâce à des partenariats avec des moteurs de recherche et des applications de premier plan, tels que Yahoo! Canada, Google, Poynt, AOL, Bell Aliant/Bell Sympatico, et MTS Allstream.

Afin de faire connaître la marque Pages Jaunes à l'importante génération Y et d'encourager le téléchargement et l'utilisation de l'application mobile Pages Jaunes, la Société a lancé une intense campagne publicitaire multimédias intégrée à Toronto, présentée de juin 2013 à août 2013. La campagne a amélioré la perception du public de la marque Pages Jaunes dans la région ciblée, tant dans les médias sociaux que dans les médias de marketing. La marque a été perçue comme pertinente et montrant un côté plus moderne et humoristique, ce qui a contribué à améliorer la perception qu'a le public de Pages Jaunes en tant que société axée sur le numérique. La campagne a également donné lieu à un accroissement des téléchargements mobiles et des visites et a renforcé l'image de marque de Pages Jaunes, les personnes interrogées reconnaissant davantage l'application Pages Jaunes comme un outil ingénieux pour découvrir leur quartier et y magasiner.

La Société a récemment étendu cette campagne publicitaire à tout le Canada. Au cours de l'automne 2013, la campagne ciblera les gens de la génération Y à Toronto, à Montréal et à Vancouver par des publicités multimédias intégrées sur les plus gros campus universitaires du Canada. GPJ a également lancé, à Toronto, un nouvel événement et une initiative de sensibilisation appelée Magasine dans le quartier, afin d'encourager le magasinage local et de favoriser l'appui aux entreprises locales. On demandera aux consommateurs de magasiner localement le 30 novembre 2013, une fin de semaine où les Canadiens magasinent habituellement aux États-Unis pour profiter des aubaines du Black Friday ou du site Web Cyber Monday. Les entreprises locales de la région du Grand Toronto offriront des bonnes affaires et des rabais exclusifs le 30 novembre 2013, tant en ligne que par l'intermédiaire des applications mobiles de PagesJaunes.ca, de ShopWise et de RedFlagDeals.com.

Résultats opérationnels et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2013	2012 ¹	2013	2012 ¹
Produits	237 350 \$	267 711 \$	733 810 \$	843 268 \$
Coûts opérationnels	135 203	129 821	408 951	415 565
Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill et frais de restructuration et charges spéciales	102 147	137 890	324 859	427 703
Amortissements	15 589	26 597	44 058	80 898
Dépréciation du goodwill	–	–	–	2 967 847
Frais de restructuration et charges spéciales	4 011	26 812	10 204	26 812
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	82 547	84 481	270 597	(2 647 854)
Charges financières, montant net	23 098	32 089	69 369	104 351
Perte au règlement de la dette	–	10 818	–	16 305
Bénéfice (perte) avant dividendes sur actions privilégiées de séries 1 et 2, impôt sur le résultat et bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées	59 449	41 574	201 228	(2 768 510)
Dividendes sur actions privilégiées de séries 1 et 2	–	4 562	–	13 688
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat et bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées	59 449	37 012	201 228	(2 782 198)
Charge d'impôt sur le résultat	18 029	14 902	56 183	3 545
Bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées	355	126	521	1 839
Bénéfice net (perte nette)	41 775 \$	22 236 \$	145 566 \$	(2 783 904) \$
Bénéfice (perte) de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires ²	1,51 \$	0,59 \$	5,22 \$	(100,19) \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires ²	1,30 \$	0,59 \$	4,49 \$	(100,19) \$
Total de l'actif			1 841 026 \$	2 307 938 \$
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme, en excluant les instruments d'emprunt convertibles)			766 792 \$	1 775 546 \$
Instruments d'emprunt convertibles			87 616 \$	185 024 \$
Actions privilégiées de séries 1 et 2 (y compris la tranche à court terme)			– \$	400 249 \$

¹ Révisé pour refléter l'adoption d'IAS 19 (révisée).

² Dans le cadre de la clôture de l'opération de restructuration du capital le 20 décembre 2012, les actions ordinaires de Financement YPG inc. ont été échangées contre de nouvelles actions ordinaires de Yellow Média Limitée aux termes du plan d'arrangement qui prévoyait la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital. Par conséquent, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période précédente a été ajusté pour tenir compte de la restructuration du capital.

Analyse des résultats opérationnels et financiers consolidés

Produits

Les produits ont diminué de 11,3 % pour s'établir à 237,4 M\$ au troisième trimestre de 2013, comparativement à 267,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les produits ont diminué de 13 % pour s'établir à 733,8 M\$, comparativement à 843,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Sur une base comparable et en excluant les résultats de Canpages, les produits ont diminué de 10,9 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013. La diminution des produits au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013 est imputable à la baisse des produits provenant des médias imprimés, contrebalancée en partie par la hausse des produits tirés des médias numériques.

Les produits tirés des médias numériques se sont élevés à 101,6 M\$ au troisième trimestre de 2013 et à 298,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, soit une croissance de 10,5 % et de 11,7 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Si l'on exclut l'incidence des activités de Canpages, les produits tirés des médias numériques ont augmenté de 14,3 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013. La croissance des produits tirés des médias numériques est attribuable à la migration continue des produits tirés des médias imprimés vers les produits et services numériques et au lancement de nouveaux produits mobiles et produits numériques de première qualité en 2012, ce qui a généré une croissance en 2013. Ces facteurs ont également donné lieu à une amélioration des unités génératrices de produits¹ (« UGP ») par annonceur, qui sont passées de 1,72 au 30 septembre 2012 à 1,78 au 30 septembre 2013.

À l'heure actuelle, la croissance des produits tirés des médias numériques ne compense pas la diminution des produits tirés des médias imprimés, essentiellement en raison de la diminution du nombre d'annonceurs et de la baisse des dépenses chez nos plus gros annonceurs.

Au 30 septembre 2013, le nombre d'annonceurs s'établissait à 283 000, comparativement à 319 000 au 30 septembre 2012. Au cours des douze derniers mois, GPJ a attiré environ 11 900 nouveaux annonceurs, comparativement à environ 18 300 nouveaux annonceurs pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le récent déploiement de notre stratégie d'acquisition ciblée et l'introduction de forfaits de produits numériques d'entrée de gamme visent directement à générer des occasions d'acquisition d'annonceurs de qualité et à accroître le nombre de conversions.

Acquisition d'annonceurs et renouvellement des contrats

	Périodes de douze mois closes les 30 septembre	
	2013	2012
Nombre d'annonceurs ²	283 000	319 000
Taux de renouvellement des contrats par les clients ²	85 %	86 %
Nouveaux annonceurs	11 900	18 300

La Société a éprouvé des difficultés à l'égard de la migration des produits tirés des médias imprimés vers les produits et services numériques, en particulier chez certains de ses plus gros clients. Une tranche de 19 % de nos annonceurs qui ont renouvelé leur contrat² a diminué ses dépenses au cours des douze derniers mois. La Société termine actuellement la mise en place du programme PrioritéPlus ciblé partout au pays. L'offre de produits et services numériques de première qualité devrait également soutenir les efforts de fidélisation, augmenter la loyauté et optimiser la croissance des produits chez ses annonceurs dont les dépenses sont élevées.

¹ Les unités génératrices de produits mesurent le nombre de groupes de produits choisis par les annonceurs.

² Exclut l'apport de Canpages et de Mur à Mur.

Variation des dépenses

	Périodes de douze mois closes les 30 septembre	
	2013	2012
Chez les annonceurs qui ont renouvelé leur contrat¹		
Augmentation des dépenses²		
Distribution des annonceurs	30 %	49 %
% des produits	30 %	40 %
Dépenses stables³		
Distribution des annonceurs	51 %	33 %
% des produits	25 %	16 %
Diminution des dépenses⁴		
Distribution des annonceurs	19 %	18 %
% des produits	45 %	44 %
Produits moyens par annonceur⁵	3 256 \$	3 273 \$

¹ Les annonceurs qui ont renouvelé leur contrat excluent les annonceurs de Mediative, Canpages et Mur à Mur.

² Annonceurs de GPJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une augmentation des dépenses de plus de 5 % d'un exercice à l'autre.

³ Annonceurs de GPJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une augmentation des dépenses allant de 0 % à 5 % d'un exercice à l'autre.

⁴ Annonceurs de GPJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une diminution des dépenses d'un exercice à l'autre.

⁵ Exclut l'apport de Canpages et de Mur à Mur.

Indicateurs opérationnels

	Aux 30 septembre	
	2013	2012
Taux de pénétration de Solution 360° Pages Jaunes ^{1, 2}	24 %	13,9 %
UGP par annonceur ¹	1,78	1,72
Annonceurs recourant exclusivement aux médias numériques ^{1, 2}	21 300	17 500
Produits tirés des médias numériques (en milliers de dollars canadiens) ³	101 578 \$	91 954 \$

¹ Exclut l'apport de Mur à Mur.

² Exclut l'apport de Mediative.

³ Pour les trimestres clos les 30 septembre.

BAIIA

Le BAIIA a diminué de 35,7 M\$ pour s'établir à 102,1 M\$ au troisième trimestre de 2013, comparativement à 137,9 M\$ pour la période correspondante de 2012. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le BAIIA a diminué de 102,8 M\$ pour s'établir à 324,9 M\$, comparativement à 427,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA est essentiellement imputable à la pression exercée sur les produits tirés des médias imprimés, puisque la croissance des produits tirés de nos produits numériques ne compense pas la perte de produits tirés des médias imprimés. Notre marge sur BAIIA pour le troisième trimestre de 2013 s'est établie à 43 %, comparativement à 51,5 % pour la période correspondante de 2012. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, notre marge sur BAIIA s'est établie à 44,3 %, comparativement à 50,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La modification de la composition des produits, les charges liées aux employés et les investissements dans la transformation des activités ont contribué à la diminution de la marge sur BAIIA.

Le coût des produits vendus a diminué de 0,9 M\$ pour s'établir à 78,8 M\$ au troisième trimestre de 2013, comparativement à 79,7 M\$ pour la période correspondante de 2012. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le coût des produits vendus a diminué de 16,5 M\$ pour s'établir à 237,7 M\$, comparativement à 254,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013 découle essentiellement de la diminution des coûts des produits vendus liée à la baisse des produits et de la diminution des coûts de fabrication liée à la baisse des produits tirés des médias imprimés. Ces économies de coûts ont été en partie contrebalancées par une augmentation des coûts liés à la prestation et à l'exécution de nos services numériques et par une augmentation des coûts liés à la vente découlant de la renégociation de conventions collectives en Ontario.

Au troisième trimestre de 2013, la marge brute a diminué pour s'établir à 66,8 %, comparativement à 70,2 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, la marge brute a diminué pour s'établir à 67,6 %, comparativement à 69,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par une modification de la composition des produits, qui inclut des marges plus faibles associées à certains de nos services numériques, notamment des sites Web, l'OMR et le MMR.

Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 6,3 M\$ pour s'établir à 56,4 M\$ au cours du troisième trimestre de 2013, comparativement à 50,1 M\$ pour la période correspondante de 2012. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, les frais généraux et d'administration ont augmenté de 9,9 M\$ pour s'établir à 171,2 M\$, comparativement à 161,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour le trimestre clos le 30 septembre 2013 est principalement imputable aux charges liées aux employés, à un avis de cotisation pour la taxe de vente et aux investissements dans la transformation de nos activités, laquelle a été en partie compensée par la diminution des créances douteuses. L'augmentation de 9,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 est imputable aux charges liées aux employés, aux investissements dans la valorisation de la marque tandis que nous avons poursuivi notre campagne publicitaire Redécouvrez la vie de quartier et à un avis de cotisation pour la taxe de vente, facteurs compensés en partie par un avantage sans effet de trésorerie plus faible qui découle de la modification des régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi de nos employés et par la diminution des créances douteuses.

Amortissements

La dotation aux amortissements a diminué pour se chiffrer à 15,6 M\$ au troisième trimestre de 2013, alors qu'elle s'était établie à 26,6 M\$ au troisième trimestre de 2012, et elle s'est chiffrée à 44,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, comparativement à 80,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Canpages en 2010. Ces immobilisations incorporelles ont donné lieu à une charge d'amortissement plus élevée en 2012 et ont été entièrement radiées au cours de l'exercice précédent. De plus, le prix de base de certaines immobilisations corporelles et incorporelles était moins élevé en raison de la dépréciation comptabilisée au quatrième trimestre de 2012.

Dépréciation du goodwill

Au cours du premier trimestre de 2012, la direction a conclu qu'il existait des indicateurs selon lesquels les actifs de la Société pourraient avoir subi une dépréciation, ce qui a entraîné la nécessité pour la Société d'effectuer un test de dépréciation. Par suite de ce test, nous avons comptabilisé une charge de 2 967,8 M\$ relativement à la dépréciation du goodwill au premier trimestre de 2012. Aucune charge de la sorte n'a été comptabilisée au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013.

Frais de restructuration et charges spéciales

Au cours du premier trimestre de 2013, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et charges spéciales de 6,2 M\$. La plus grande partie de ce montant a trait au départ de l'ancien président et chef de la direction. Comme il a été annoncé le 21 mars 2013, Marc P. Tellier a quitté son poste de chef de la direction le 15 août 2013 et il a droit à une rémunération aux termes de son contrat de travail conclu en 2002. Au cours du troisième trimestre de 2013, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et charges spéciales additionnels de 4 M\$. Les charges du troisième trimestre de 2013 ont trait à une réduction de la main-d'œuvre ainsi qu'à la résiliation et à la renégociation de certaines obligations contractuelles.

Au cours du troisième trimestre de 2012, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et charges spéciales de 26,8 M\$ qui étaient associés à une réduction de la main-d'œuvre ainsi qu'à la résiliation et à la renégociation de certaines obligations contractuelles.

Charges financières

Les charges financières ont diminué de 9 M\$ pour s'établir à 23,1 M\$ au cours du troisième trimestre de 2013, comparativement à 32,1 M\$ pour la période correspondante de 2012, et elles ont diminué de 35 M\$ pour s'établir à 69,4 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, comparativement à 104,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013 s'explique essentiellement par un plus faible niveau d'endettement et des coûts de financement différés moins élevés par suite de l'opération de restructuration du capital de décembre 2012. Au cours du troisième trimestre, la Société a acheté sur le marché libre 8 M\$ de billets garantis de premier rang pour une contrepartie en espèces totale de 8,3 M\$. Une perte de 0,3 M\$ a été comptabilisée dans le bénéfice net au titre des charges financières. Au 30 septembre 2013, le taux d'intérêt effectif moyen sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'est établi à 9,1 %, comparativement à 6,2 % au 30 septembre 2012.

Perte au règlement de la dette

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012, nous avons engagé des coûts de 10,8 M\$ et de 16,3 M\$, respectivement, dans le cadre de l'opération de restructuration du capital.

Dividendes sur actions privilégiées de séries 1 et 2

Les dividendes sur les deux séries d'actions privilégiées rachetables se sont élevés à 4,6 M\$ au cours du troisième trimestre de 2012 et à 13,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012. Dans le cadre de l'opération de restructuration du capital de décembre 2012, ces actions privilégiées ont été annulées.

Charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi s'est établi à 26,4 % et à 26,3 % pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2013 et 2012, respectivement. La Société a inscrit une charge d'impôt de 30,3 % et de 27,9 % sur

le bénéfice du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013, respectivement. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi au troisième trimestre de 2013 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

La Société a comptabilisé une charge d'impôt de 40,3 % sur le bénéfice et une charge de 0,1 % au titre de la perte pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012, respectivement. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi au troisième trimestre de 2012 s'explique par des attributs fiscaux non comptabilisés à l'égard des pertes opérationnelles aux États-Unis, alors que la différence pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 s'explique par la charge pour dépréciation du goodwill de 2 967,8 M\$ comptabilisée au premier trimestre de 2012, laquelle n'était pas entièrement déductible aux fins de l'impôt. De plus, au cours du deuxième trimestre de 2012, un actif d'impôt différé a été comptabilisé en raison d'une restructuration de la Société et un passif d'impôt différé additionnel a été comptabilisé en raison de la hausse du taux d'imposition prévu par la loi de la province d'Ontario.

Bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées

Au troisième trimestre de 2013, nous avons comptabilisé un bénéfice lié à notre participation dans une entreprise associée de 0,4 M\$, comparativement à 0,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et de 0,5 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, comparativement à 1,8 M\$ pour la période correspondante de 2012. Depuis le 1^{er} janvier 2012, nous ne comptabilisons plus notre participation dans Acquisio selon la méthode de la mise en équivalence, et nous avons comptabilisé un profit de 2,1 M\$ au premier trimestre de 2012 par suite de la réévaluation de ce placement. Nos bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées comprennent l'amortissement des immobilisations incorporelles relatif à ces placements en titres de capitaux propres.

Bénéfice net (perte nette)

Le bénéfice net a augmenté pour s'établir à 41,8 M\$ au troisième trimestre de 2013, comparativement à un bénéfice net de 22,2 M\$ au troisième trimestre de 2012. L'augmentation au cours du trimestre est attribuable à la baisse de la dotation aux amortissements de 11 M\$, à la diminution des frais de restructuration et charges spéciales de 22,8 M\$, à la diminution des charges financières de 9 M\$ et à une perte au règlement de la dette de 10,8 M\$ comptabilisée au troisième trimestre de 2012, contrebalancées en partie par la baisse du BAIIA de 35,7 M\$. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, le bénéfice net a augmenté pour s'établir à 145,6 M\$, comparativement à une perte nette de 2 783,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012. L'augmentation pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 est principalement attribuable à la dépréciation du goodwill de 2 967,8 M\$ comptabilisée au premier trimestre de 2012, contrebalancée en partie par la hausse de la charge d'impôt sur le résultat et la baisse du BAIIA.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Résultats trimestriels

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2013			2012 ¹			2011 ¹	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits	237 350 \$	243 183 \$	253 277 \$	264 447 \$	267 711 \$	286 484 \$	289 073 \$	313 315 \$
Coûts opérationnels	135 203	135 949	137 799	122 770	129 821	141 545	144 199	169 435
Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles, frais connexes à l'acquisition et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA)	102 147	107 234	115 478	141 677	137 890	144 939	144 874	143 880
Marge sur BAIIA	43 %	44,1 %	45,6 %	53,6 %	51,5 %	50,6 %	50,1 %	45,9 %
Amortissements	15 589	14 779	13 690	23 395	26 597	24 220	30 081	23 003
Dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles	–	–	–	300 000	–	–	2 967 847	–
Frais connexes à l'acquisition	–	–	–	–	–	–	–	210
Frais de restructuration et charges spéciales	4 011	–	6 193	18 111	26 812	–	–	14 254
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	82 547	92 455	95 595	(199 829)	84 481	120 719	(2 853 054)	106 413
(Profit) perte au règlement de la dette	–	–	–	(994 894)	10 818	5 487	–	–
Bénéfice net (perte nette)	41 775	50 326	53 465	821 850	22 236	65 681	(2 871 821)	40 972
Bénéfice (perte) de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires ²	1,51 \$	1,81 \$	1,91 \$	29,24 \$	0,59 \$	2,15 \$	(102,93) \$	1,37 \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires ²	1,30 \$	1,55 \$	1,64 \$	28,50 \$	0,59 \$	2,15 \$	(102,93) \$	1,37 \$

¹ Révisé pour refléter l'adoption d'IAS 19 (révisée).

² Dans le cadre de la clôture de l'opération de restructuration du capital le 20 décembre 2012, les actions ordinaires de Financement YPG inc. ont été échangées contre de nouvelles actions ordinaires de Yellow Média Limitée aux termes du plan d'arrangement qui prévoyait la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital. Par conséquent, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période précédente a été ajusté pour tenir compte de la restructuration du capital.

Les produits ont diminué de trimestre en trimestre, en raison de la baisse continue des produits tirés de nos médias imprimés, contrebalancée en partie par une augmentation des produits tirés de nos médias numériques.

Notre marge sur BAIIA a diminué progressivement, traduisant la diminution des produits tirés des médias imprimés et la baisse des marges liées à Canpages et à Mediative. Au quatrième trimestre de 2011, nous avons engagé une charge non récurrente d'environ 6 M\$ en raison d'un avis de cotisation pour la taxe de vente. Notre marge sur BAIIA est demeurée relativement stable au cours des premier et deuxième trimestres de 2012 mais a augmenté au troisième trimestre de 2012, car nous avons bénéficié de taux réduits dans nos contrats de chaîne d'approvisionnement, lesquels ont été renégociés au cours du trimestre. Au quatrième trimestre de 2012 et aux premier et deuxième trimestres de 2013, nous avons comptabilisé des avantages sans effet de trésorerie de 13,3 M\$, de 2,6 M\$ et de 4,6 M\$, respectivement, lié aux modifications à nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi. Notre marge sur BAIIA a diminué depuis le début de l'exercice 2013, ce qui s'explique par la perte sur marge imputable à une modification de la composition des produits et aux investissements effectués en vue d'accélérer la transformation de nos activités.

Les réductions de la main-d'œuvre et les initiatives de contrôle des coûts ont donné lieu à des frais de restructuration et charges spéciales qui ont eu une incidence sur certains de nos résultats trimestriels présentés ci-dessus. Les amortissements des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Canpages ont eu une incidence sur le bénéfice net en 2011 et en 2012. La diminution en 2013 découle d'une diminution du prix de base des actifs à amortir à la suite de la dépréciation de 300 M\$ comptabilisée au quatrième trimestre de 2012.

De plus, pendant les premier et quatrième trimestres de 2012, nous avons comptabilisé des charges pour dépréciation de 2 967,8 M\$ et de 300 M\$, respectivement, relativement au goodwill et à certaines de nos immobilisations incorporelles et de nos immobilisations corporelles.

À la clôture de l'opération de restructuration du capital au quatrième trimestre de 2012, les frais de restructuration du capital de 5,5 M\$ et de 10,8 M\$ comptabilisés aux deuxième et troisième trimestres de 2012, respectivement, ont été reclassés au poste Profit au règlement de la dette. Le changement de présentation des frais de restructuration du capital et du bénéfice opérationnel a été appliqué aux périodes précédentes afin d'assurer la cohérence avec la présentation au 31 décembre 2012.

3. Situation de trésorerie et sources de financement /

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Situation financière

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens)

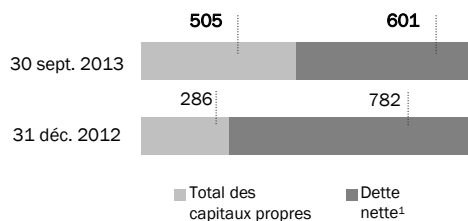
	Au 30 septembre 2013	Au 31 décembre 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	253 794 \$	106 807 \$
Billets garantis de premier rang	765 927	800 000
Obligations en vertu de contrats de location-financement	865	1 831
Débiteures échangeables	87 616	86 667
Dette nette (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie)¹	600 614 \$	781 691 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	505 444	285 749
Participations ne donnant pas le contrôle	—	411
Capitalisation totale	1 106 058 \$	1 067 851 \$
Ratio de la dette nette sur la capitalisation totale	54,3 %	73,2 %

¹ La dette nette est une mesure non définie par les IFRS qui représente la dette externe, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, telles que ces mesures sont présentées conformément aux IFRS.

Ratio de la dette nette¹ sur le BAIIA des douze derniers mois²



Structure du capital (en millions de dollars)



¹ La dette nette est une mesure non définie par les IFRS qui représente la dette externe, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, telles que ces mesures sont présentées conformément aux IFRS.

² Bénéfice opérationnel des douze derniers mois avant amortissements, dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles et frais de restructuration et charges spéciales (le BAIIA des douze derniers mois). Le BAIIA des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 2 pour obtenir une définition du BAIIA.

Emprunt garanti par des actifs

En août 2013, la Société a conclu, par l'entremise de Financement YPG inc., un emprunt garanti par des actifs de 50 M\$, d'une durée de 5 ans, arrivant à échéance en août 2018, qui sera affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt garanti par des actifs comporte une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 4 novembre 2013, l'emprunt garanti par des actifs était entièrement disponible et aucun montant n'avait été prélevé. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel canadien majoré d'une marge applicable.

La convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création de dette additionnelle, au paiement des dividendes et autres paiements, aux placements, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs, ainsi qu'à certaines transactions avec des filiales et aux activités opérationnelles.

Au 30 septembre 2013, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Billets garantis de premier rang

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale, Financement YPG inc., 800 M\$ de billets garantis de premier rang à 9,25 % (les billets garantis de premier rang) échéant le 30 novembre 2018.

Les intérêts sur les billets garantis de premier rang sont payables en espèces trimestriellement, à terme échu, en versements égaux, le dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre de chaque année.

Au 30 septembre 2013, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, la Société doit utiliser un montant équivalant à 75 % des flux de trésorerie excédentaires consolidés pour la dernière période de six mois close le 31 mars ou le 30 septembre, selon le cas, pour racheter semestriellement le dernier jour de mai et de novembre de chaque année, à compter du 31 mai 2013, les billets garantis de premier rang à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital auprès de leurs détenteurs, sur une base proportionnelle, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 75 M\$ immédiatement après le paiement de rachat obligatoire. La condition du solde de trésorerie minimal de 75 M\$ prévoit des réductions dans certains cas décrits dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, désignent le total des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles moins les dépenses d'investissement ajusté pour tenir compte, entre autres, des paiements futurs d'intérêts, de l'impôt et des régimes de rémunération des employés à long terme ainsi que de certains paiements de cotisations à des régimes de retraite. La Société doit effectuer des paiements de rachat obligatoire minimaux d'un montant global annuel de i) 100 M\$ en 2013, ii) 75 M\$ en 2014 et iii) 50 M\$ en 2015. Les paiements de rachat obligatoire annuels minimaux pour 2013, 2014 et 2015 ne sont pas assujettis à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 75 M\$ immédiatement après ces paiements.

Aux fins de la détermination des flux de trésorerie excédentaires consolidés, les déductions pour dépenses d'investissement et pour charges liées aux technologies de l'information et aux systèmes informatiques sont toutes deux limitées à 50 M\$ par année.

La Société a fait un paiement de rachat obligatoire de 26,1 M\$ le 31 mai 2013 et prévoit faire un paiement de rachat obligatoire d'un montant global de 92,3 M\$ le 2 décembre 2013.

Rachat optionnel

La Société peut racheter la totalité ou une partie des billets garantis de premier rang à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 105 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2017;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2017 ou après.

Le 29 octobre 2013, la Société a exercé son option de rachat visant 27 M\$ de billets garantis de premier rang à un prix de rachat de 1 050 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des billets garantis de premier rang, plus les intérêts courus et impayés de 15,16 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des billets garantis de premier rang.

Achat sur le marché libre

Au cours du troisième trimestre, la Société a acheté sur le marché libre 8 M\$ de billets garantis de premier rang pour une contrepartie en espèces totale de 8,3 M\$. Une perte de 0,3 M\$ a été comptabilisée en résultat net au titre des charges financières.

Déventures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale, Financement YPG inc., 107,5 M\$ de déventures échangeables subordonnées de premier rang (les déventures échangeables) échéant le 30 novembre 2022.

Les intérêts sur les déventures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en espèces, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des déventures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en déventures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les déventures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

Au 30 septembre 2013, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les déventures échangeables.

Option d'échange

Les déventures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps ou après la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été payés en entier, racheter la totalité ou une partie des déventures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après.

Cotes de solvabilité

DBRS Limited	Standard and Poor's Rating Services
B (faible)/cote de l'émetteur – tendance stable	B/cote de la Société – perspectives stables
CCC (élevée)/cote des billets garantis de premier rang	B+/cote des billets garantis de premier rang
CCC/cote des déventures échangeables	CCC+/cote des déventures échangeables

Situation de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, les fonds en caisse et l'emprunt garanti par des actifs sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, notamment les paiements de rachat obligatoires de billets garantis de premier rang. Au 4 novembre 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société se chiffraient à environ 260,4 M\$.

Données sur les actions

Au 5 novembre 2013, les données sur les actions en circulation se présentaient comme suit :

Données sur les actions en circulation

	Au 5 novembre 2013	Au 30 septembre 2013	Au 31 décembre 2012
Actions ordinaires en circulation	27 955 077	27 955 077	27 955 077
Bons de souscription d'actions en circulation	2 995 506	2 995 506	2 995 506

Débiteures échangeables

Au 5 novembre 2013, la Société comptait un total de 107,5 M\$ de débiteures échangeables en circulation.

Options

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Yellow Média Limitée, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés de Yellow Média Limitée qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour qu'elle mène Yellow Média Limitée à bon port pendant la transition et la transformation de ses activités, ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Yellow Média Limitée. Un maximum de 1 290 612 options pourrait être attribué en vertu du régime d'options sur actions. Le 6 mai 2013, 376 000 options ont été attribuées à certains employés de Yellow Média Limitée.

Les principales modalités des options attribuées sont les suivantes :

- Le prix d'exercice est de 10,12 \$
- Les droits des options sont acquis à raison de 50 % après deux ans, de 25 % après trois ans et de 25 % après quatre ans
- Les options arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Flux de trésorerie opérationnels	229 326 \$	220 401 \$
Variation des actifs et des passifs opérationnels	22 910	(43 577)
	252 236 \$	176 824 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(40 989) \$	(23 741) \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(11 044)	(2 906)
Produit de la vente d'actifs	–	1 650
Acquisition d'entreprises	(3 581)	–
Autres	359	183
	(55 255) \$	(24 814) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Contrepartie différée	(5 624) \$	(1 800) \$
Frais de restructuration du capital	(6 641)	(16 305)
Remboursement sur la dette à long terme	(26 476)	(76 059)
Rachat de titres d'emprunt à long terme	(8 320)	–
Émission de titres d'emprunt à long terme	–	239 000
Autres	(2 933)	(116)
	(49 994) \$	144 720 \$

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont augmenté de 75,4 M\$, passant de 176,8 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 à 252,2 M\$ pour les neuf premiers mois de 2013, en raison essentiellement de la baisse des intérêts versés de 40,7 M\$, de la baisse de l'impôt sur le résultat payé de 36,1 M\$, de la baisse du financement des régimes de retraite de 10,5 M\$ ainsi que de la diminution des paiements au titre des frais de restructuration et charges spéciales de 27 M\$, facteurs contrebalancés par la baisse du BAIIA de 102,8 M\$. De plus, la variation des actifs et des passifs opérationnels pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 a donné lieu à une entrée de 22,9 M\$ comparativement à une sortie de 43,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La fluctuation de la variation des actifs et des passifs opérationnels est principalement attribuable au paiement relatif à un avis de cotisation pour la taxe de vente en 2012 et à de meilleurs résultats au chapitre du recouvrement des débiteurs en 2013.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 55,3 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, comparativement à 24,8 M\$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours des neuf premiers mois de 2013, nous avons investi 41 M\$ et 11 M\$, respectivement, dans le développement de logiciels et le matériel, soit des montants supérieurs aux montants correspondants de 23,7 M\$ et de 2,9 M\$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est liée à nos investissements en vue de transformer notre entreprise.

Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Investissements de maintien	4 829 \$	4 288 \$	18 309 \$	13 109 \$
Investissements de croissance	9 620	4 377	29 201	12 845
Total	14 449 \$	8 665 \$	47 510 \$	25 954 \$
Ajustement pour tenir compte des dépenses présentées selon la comptabilité de caisse	580	1 070	3 638	510
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail	15 029 \$	9 735 \$	51 148 \$	26 464 \$

Les investissements de maintien sont liés aux activités en cours et servent à maintenir l'intégrité de l'infrastructure. Ils incluent également les améliorations locatives dans lesquelles nous avons investi pour réorganiser certains locaux afin de les adapter à nos équipes d'exécution des commandes de produits numériques en constante croissance.

Les investissements de croissance ont trait à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux logiciels visant de nouvelles initiatives, alors que nous poursuivons notre transformation en vue de devenir un chef de file en matière de médias de performance et de solutions marketing.

Les dépenses d'investissement ont totalisé 14,4 M\$ pour le troisième trimestre de 2013. Au cours du trimestre, nous avons investi dans une nouvelle plateforme de centre d'appels, dont le déploiement devrait être terminé d'ici la fin de l'exercice. De plus, notre nouveau moteur de recherche a été déployé dans tous nos médias mobiles, lequel devrait produire de meilleurs résultats de recherche et améliorer l'expérience des utilisateurs.

Le total des dépenses d'investissement devrait se chiffrer entre 55 M\$ et 60 M\$ pour 2013.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 50 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, tandis que des flux de trésorerie de 144,7 M\$ provenaient des activités de financement pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours des neuf premiers mois de 2013, nous avons remboursé une tranche de 26,1 M\$ et racheté une tranche de 8 M\$ des billets garantis de premier rang. De plus, nous avons payé des frais de 6,6 M\$ à l'égard de notre restructuration du capital, et des frais de 5,6 M\$ à l'égard des obligations de paiement différées issues des acquisitions effectuées en 2010, lorsque nous avons acquis Mediative. Au cours des neuf premiers mois de 2012, nous avons prélevé un montant de 239 M\$ sur la tranche renouvelable de la facilité de crédit. La facilité de crédit a été annulée dans le cadre de l'opération de restructuration du capital le 20 décembre 2012.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 24 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2012).

Les instruments financiers de la Société comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les placements, les fournisseurs et autres créateurs, la dette à court terme et la dette à long terme, les débiteures échangeables et les instruments dérivés.

Instruments dérivés

Nous sommes actuellement partie à une entente visant l'achat des actions résiduelles d'une participation dans une entreprise associée à un multiple prédéterminé (l'« option d'achat »). Cette option d'achat constitue un passif dérivé.

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 30 septembre 2013. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur.

4. Flux de trésorerie disponibles /

Flux de trésorerie disponibles

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 septembre		30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	79 191 \$	49 640 \$	252 236 \$	176 824 \$
Dépenses d'investissement, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail	14 931	9 735	51 835	26 464
Flux de trésorerie disponibles	64 260 \$	39 905 \$	200 401 \$	150 360 \$

5. Hypothèses critiques /

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs de même que des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, sauf en ce qui concerne le taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur les immobilisations incorporelles et le goodwill, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 5, « Hypothèses critiques », de notre rapport de gestion annuel au 31 décembre 2012.

Nouvelles normes comptables

IAS 19 (révisée), Avantages du personnel

Yellow Média Limitée a appliqué les modifications apportées à IAS 19 (révisée), *Avantages du personnel*, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Selon les modifications, les principaux changements que présente cette version révisée sont l'élimination de la méthode du corridor et l'accélération de la comptabilisation des coûts des services passés, ainsi que la comptabilisation de toutes les variations de l'obligation au titre des prestations définies et des actifs du régime au moment où elles surviennent. Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur les résultats financiers de la Société. En outre, le coût financier et le rendement attendu des actifs du régime, termes utilisés dans la version précédente d'IAS 19, sont remplacés par les intérêts nets qu'on calcule en appliquant le taux d'actualisation à l'actif net ou au passif net au titre des prestations définies et les frais d'administration sont désormais inclus dans les coûts des services. Se reporter à la note 2 des états financiers intermédiaires résumés ci-joints pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013 pour obtenir un résumé des différences entre nos états financiers préparés auparavant et ceux que nous présentons désormais conformément à IAS 19 (révisée).

IFRS 7 (révisée), Instruments financiers : Informations à fournir

Le 16 décembre 2011, l'International Accounting Standards Board (IASB) et le Financial Accounting Standards Board (FASB) ont publié des exigences communes en matière d'informations à fournir destinées à aider les investisseurs et d'autres utilisateurs à mieux évaluer l'incidence réelle ou potentielle des conventions de compensation sur la situation financière d'une société. Les nouvelles exigences sont énoncées dans la section intitulée « Informations à fournir – Compensation des actifs et des passifs financiers (modifications à IFRS 7) ». Les modifications apportées à IFRS 7 entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le troisième trimestre de 2013 comprennent les nouvelles notes devant être présentées pour les périodes intermédiaires.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

IFRS 13 est une nouvelle norme définissant la juste valeur qui exige la présentation d'informations sur les évaluations à la juste valeur. Elle prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise. La norme s'appliquera prospectivement à compter du début de l'exercice au cours duquel elle sera adoptée. Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le troisième trimestre de 2013 comprennent les nouvelles notes devant être présentées pour les périodes intermédiaires.

IAS 34, Information financière intermédiaire

IAS 34, *Information financière intermédiaire* a ajouté de nouvelles exigences en matière de notes devant être présentées pour les périodes intermédiaires, lesquelles ont été incluses dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le troisième trimestre de 2013.

IFRS 10, États financiers consolidés

IFRS 10 remplace les exigences de consolidation d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et de SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. IFRS 10 énonce les principes de présentation et de préparation d'états financiers consolidés lorsqu'une entité contrôle une ou plusieurs autres entités. Cette norme prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise, à condition qu'IFRS 11, *Partenariats*, et IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts dans d'autres entités*, ainsi que les modifications connexes à IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* et à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (la « série de cinq normes »), soient adoptées au même moment. Yellow Média Limitée a examiné ses participations dans des entreprises associées et a conclu que l'adoption d'IFRS 10 n'a pas eu d'incidence sur nos états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le troisième trimestre de 2013.

IFRS 11, Partenariats

IFRS 11 remplace IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, ainsi que SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 exige des parties à un partenariat qu'elles déterminent le type de partenariat qu'elles ont conclu en évaluant les droits et les obligations qui s'y rattachent. Elle exige également l'utilisation d'une seule méthode de comptabilisation des participations dans des coentreprises, soit la méthode de la mise en équivalence. IFRS 11 est applicable au même moment qu'IFRS 10. La norme a été adoptée, et son application n'a eu aucune incidence sur les informations présentées dans nos états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le troisième trimestre de 2013.

IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

IFRS 12 est une nouvelle norme portant sur les obligations en matière d'informations à fournir visant tous les types de participations dans les autres entités, y compris les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. IFRS 12 est applicable au même moment qu'IFRS 10. En juin 2012, l'IASB a publié des modifications apportées à IFRS 10, *États financiers consolidés*, à IFRS 11, *Partenariats*, et à IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, lesquelles entreront également en vigueur pour la Société au moment de l'adoption de ces normes pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2013. La norme a été adoptée, et son application n'a eu aucune incidence sur les informations présentées dans nos états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le troisième trimestre de 2013.

IAS 16, Immobilisations corporelles et IAS 32, Instruments financiers

En mai 2012, l'IASB a également publié des modifications apportées à IAS 16, *Immobilisations corporelles* et à IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, lesquelles entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée de ces modifications est permise. Ces modifications apportent des précisions sur diverses exigences. La norme a été adoptée, et son application n'a eu aucune incidence sur les informations présentées dans nos états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le troisième trimestre de 2013.

IAS 32, Instruments financiers : Présentation (en ce qui a trait à la compensation)

Le 16 décembre 2011, l'IASB et le FASB ont publié des exigences communes en matière d'informations à fournir destinées à aider les investisseurs et d'autres utilisateurs à mieux évaluer l'incidence réelle ou potentielle des conventions de compensation sur la situation financière d'une société.

Dans le cadre de ce projet, l'IASB a précisé certains aspects d'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*. Les modifications à IAS 32 portent sur les incohérences dans la pratique actuelle au moment d'appliquer les exigences. Les modifications prendront effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et doivent être appliquées de manière rétrospective. Yellow Média n'a pas adopté IAS 32 par anticipation et n'a pas évalué pleinement l'incidence de l'adoption de cette norme.

IFRS 9, Instruments financiers

IFRS 9 constitue le premier volet d'un projet en trois phases de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*. La version d'IFRS 9 publiée en novembre 2009 énonce de nouvelles exigences concernant le classement et l'évaluation des actifs financiers. Dans sa version modifiée en octobre 2010, elle comprend les exigences en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers et de décomptabilisation.

Voici les principales exigences d'IFRS 9 :

- Selon IFRS 9, tous les actifs financiers déjà comptabilisés entrant dans le champ d'application d'IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, doivent par la suite être évalués au coût amorti ou à la juste valeur.
- L'incidence la plus notable d'IFRS 9 concernant le classement et l'évaluation des passifs financiers porte sur la comptabilisation des variations de la juste valeur d'un passif financier (désigné comme un passif à la juste valeur par le biais du résultat net) qui sont attribuables aux variations du risque de crédit associé à ce passif et l'élimination de l'exemption relative au coût dans le cas des passifs dérivés qui doivent être réglés par la livraison d'instruments de capitaux propres non cotés.

IFRS 9 sera appliquée de manière prospective et comportera des dispositions transitoires, selon la date d'application. La norme n'est pas applicable avant les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, mais son application anticipée est permise. Yellow Média Limitée n'a pas adopté IFRS 9 par anticipation et n'a pas évalué pleinement l'incidence de l'adoption de cette norme.

6. Risques et incertitudes /

Cette section présente les principaux risques et incertitudes pouvant avoir une incidence importante sur les résultats futurs de GPJ.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de GPJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs cernent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités opérationnelles. Afin de comprendre et de gérer les risques de GPJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction ont analysé les risques dans trois grandes catégories :

1. les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. les risques opérationnels – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

GPJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels il est exposé. Se reporter à la section « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 et à notre notice annuelle pour obtenir une description complète des facteurs de risque, notamment « Une forte concurrence pourrait réduire la part du marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière » et « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunts ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière ». Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

7. Contrôles et procédures /

Aucun changement ayant une incidence importante ou susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière de la Société n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière de la Société au cours de la période ouverte le 1^{er} janvier 2013 et close le 30 septembre 2013.